

# Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3<sup>e</sup> trimestre 2023



## PANORAMA GÉNÉRAL

# Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3<sup>e</sup> trimestre 2023

## 10 979 défaillances d'entreprises au 3<sup>e</sup> trimestre 2023

**Les PME – ETI souffrent ; 37 000 emplois sont menacés, au plus haut depuis 2016**

**La hausse globale ralentit cependant pour la première fois depuis 2022**

- Près de 11 000 défaillances au 3<sup>e</sup> trimestre, **en augmentation de 23 %** par rapport au T3 2022
- En moyenne, **4500 entreprises font défaut chaque mois** depuis janvier
- **La proportion de PME-ETI (8,2 %) est au plus haut depuis le T3 2010**
- **Plus de 37 000 emplois menacés**, un seuil jamais dépassé depuis le T3 2016
- **Epiceries, coiffeurs, garagistes, transporteurs interurbains** à des niveaux records sur plus de 10 ans
- **Les Hauts-de-France** retrouvent des couleurs, **l'Île-de-France** résiste, **l'Auvergne-Rhône-Alpes** décroche.

Avec 10 979 procédures ouvertes entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 septembre 2023, le nombre de défaillances augmente de 23 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2022. Pour la première fois depuis janvier 2022, la hausse générale ralentit. La situation des PME-ETI continue cependant de se dégrader avec près de 900 défauts ces derniers mois. Plus de 37 000 emplois sont menacés à l'issue de ce trimestre, un seuil évocateur de celui de la crise financière européenne de 2016.



Paris, le 18 octobre 2023 |

Le groupe Altaires – expert historique et référent de l'information sur les entreprises – dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 3<sup>e</sup> trimestre 2023.

**Thierry Millon, directeur des études Altaires :** « Depuis début 2022, le nombre de défaillances bondissait en moyenne de 47 % chaque trimestre. Un taux aussi élevé sur une si longue période est inédit, mais rappelons qu'en 2021, les défauts étaient aussi au plus bas depuis 35 ans. A l'issue de ce 3<sup>e</sup> trimestre, la hausse (de 23 %) ralentit et les prochains trimestres pourraient également connaître des augmentations plus modérées.

Depuis le début de l'année 2023, sur 9 mois glissés, la France enregistre 41 000 défaillances, soit une moyenne de 4550 défauts chaque mois. Un niveau attendu, qui nous projette aux environs des 55 000 procédures en fin d'année, après un dernier trimestre qui devrait confirmer la décélération observée cet été.

Les PME-ETI suscitent toutefois une attention particulière. Très fragilisées dès 2022, elles représentent désormais 8,2 % des défauts. C'est 2 % de plus qu'en été 2019 et c'est aussi le taux le plus élevé depuis la crise financière. Dans ces conditions, le nombre d'emplois menacés au 3<sup>e</sup> trimestre repasse la barre des 37 000 pour la première fois depuis sept ans. »

## En hausse de 23 % au 3ème trimestre 2023, le nombre de défaillances d'entreprises est au plus haut depuis 2018.

**10 979 entreprises sont tombées en défaillance entre le 1er juillet et le 30 septembre 2023**, soit une hausse de 23 % par rapport à la même période de 2022. Ce nombre approche celui de l'été 2018 (11 563).

**Sur 12 mois glissés, le cap des 53.000 entreprises défailtantes est franchi**, un nombre revenu à son niveau de l'automne 2019.

Le nombre de **liquidations judiciaires** (7883) est proche de celui enregistré au cours de l'été 2016 (7850). Il n'augmente plus que de 19 % après s'être envolé de plus de 70 % au cours de l'été 2022. Plus des trois quarts des entreprises liquidées comptent moins de trois salariés.

Le quart des procédures sont des **redressements judiciaires** (RJ) dont le nombre (2818) est encore sensiblement inférieur à celui constaté avant Covid (3200 RJ au 3e trimestre 2019). Cette procédure est néanmoins plus fréquente, **en hausse de 34% ce trimestre**.

Fin 2022, le cap des 20 000 **sauvegardes** était atteint après 17 ans de pratique pour 915 000 défaillances prononcées sur la même période, soit à peine plus de 2% de l'ensemble. Durant l'été 2023, ce taux évolue à peine : **278 sauvegardes ont été obtenues soit 2,5% des procédures, en hausse de 21 % ce trimestre**.

« 72 % des jugements prononcés sont des liquidations judiciaires, un taux très élevé qui confirme la grande faiblesse financière dans laquelle se trouvent ces entreprises. Ce taux de liquidation, inversement proportionnel à la taille de l'entreprise, grimpe à plus de 75 % chez les plus petites structures et descend à 10 % pour les plus grandes. Ces dernières, mieux armées pour piloter leur activité peuvent davantage prévenir le risque. Le temps, et donc l'anticipation, est en effet un facteur essentiel d'une réorganisation réussie mais les plus petites, très sensibles au retournement conjoncturel et en manque de financement, se retrouvent trop vite sous la ligne de flottaison » **souligne Thierry Millon**.

## Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

(Données arrêtées au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année)

	2019 T3	2020 T3	2021 T3	2022 T3	2023 T3	EVOLUTION T3 2023/2022	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	205	155	159	229	278	21,4%	205
Redressements Judiciaires	3 161	1 466	1 292	2 109	2 818	33,6%	2 169
Liquidations judiciaires directes	7 205	5 081	3 860	6 612	7 883	19,2%	6 128
<b>Total défaillances</b>	<b>10571</b>	<b>6702</b>	<b>5311</b>	<b>8950</b>	<b>10979</b>	<b>22,7%</b>	<b>8 503</b>
Total Emplois menacés	36 200	26 600	17 460	32 970	37 280	4 310	30 100
Emplois menacés par entreprise	3,4	4,0	3,3	3,7	3,4		3,6

## En hausse de 32 %, le niveau de défauts des PME-ETI se rapproche des référentiels de la crise financière

Les défaillances de **PME-ETI** continuent d'augmenter plus vite que celles des TPE. Près de 900 PME-ETI ont défailli au cours de ce 3e trimestre, soit 32 % de plus qu'il y a un an. Il s'agit de l'été le plus sinistré depuis 2014.

Moins de la moitié d'entre elles sont directement liquidées offrant ainsi un sursis à l'emploi. Elles concentrent néanmoins plus de 58% des **emplois menacés** (21800 des 37300) alors qu'elles représentent 8,2 % de l'ensemble des défauts.

La proportion de PME parmi les entreprises défaillantes ne cesse d'ailleurs de croître. De 6,3 % au 3e trimestre 2020, leur taux est monté à 7,2 % un an plus tard, à 7,6% l'été 2022 et se situe désormais à 8,2%. Un chiffre qui n'avait plus été observé depuis 2010, dans le sillage de la crise financière.

En hausse de 22 % sur ce trimestre - soit 10 points de moins que les PME-ETI - les défauts de **TPE** demeurent les plus nombreux (10 080 soit 92 % du total). Parmi ces entreprises, les plus petites comptant moins de trois salariés résistent mieux avec une hausse des défauts de 18 %, sous la moyenne globale de +23 %.

21 800 emplois menacés chez les PME, 15 500 chez les TPE : ce 3e trimestre est le plus durement fragilisé depuis l'été 2016 (39 000).

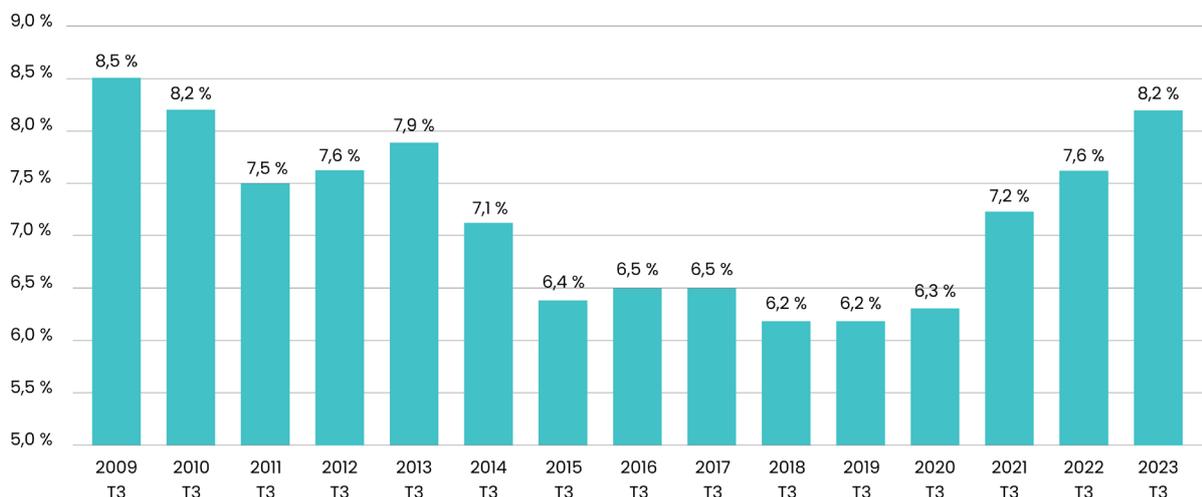
A l'inverse, les jeunes entreprises (entre 5 et 3 ans) créées avant Covid et qui ont su résister jusqu'alors, tiennent bon. 3175 ont fait défaut, c'est « seulement » 13% de plus qu'un an plus tôt. Cette performance s'accompagne également de meilleures perspectives de rebond puisque le nombre de liquidations judiciaires n'augmente que de 9 % à la faveur de redressements judiciaires en hausse de 24 %.

Les entreprises nées sur la période 2013 à 2018 sont, comme les très jeunes, davantage en difficulté, enregistrant une augmentation du nombre de défaillances de 31%. Les deux tiers d'entre elles sont des structures de moins de trois salariés.

## Les très jeunes entreprises sont plus vulnérables

Les très jeunes entreprises de moins de 3 ans sont en souffrance. Près de 1700 sociétés créées depuis 2021 sont tombées en défaillance ce 3e trimestre, c'est 32% de plus qu'il y a un an. Particulièrement fragiles, 81% d'entre elles ont été immédiatement liquidées.

**Poids des PME-ETI dans les défaillances d'entreprises sur 15 ans**  
(Rapport du nombre de PME-ETI sur le total de défaillances chaque 3e trimestre)



# Analyse des défaillances d'entreprises au 3<sup>e</sup> trimestre 2023 dans les régions



## Six régions sous la moyenne globale (+23%)

Les **Hauts-de-France** signaient la pire performance régionale il y a un an avec + 120 % de défaillances. La région retrouve des couleurs et ramène la tendance sous +5 %.

La hausse est contenue sous 15% en **Bretagne**. Le commerce et la restauration offrent une belle résistance, en revanche, la sinistralité augmente rapidement dans le second œuvre de bâtiment.

L'**Île-de-France**, qui concentre une défaillance sur cinq en France, résiste (+16%) à la faveur d'un bon mois de septembre (+5 % sur le mois), alors que juillet accusait encore une hausse supérieure à 30%. La restauration reste toutefois sévèrement fragilisée.

La **Normandie** semble également infléchir la tendance (+18%) après plusieurs trimestres très difficiles. Le mois d'août encore compliqué (+54 %) appelle à la vigilance.

La **Provence-Alpes-Côte-D'azur** est également sous la barre des 20% mais la situation se tend sensiblement dans le bâtiment.

L'**Occitanie** a ramené la hausse des défauts sous 15% en août et septembre, lui permettant de conclure le trimestre juste sous la moyenne globale (+22%).

## Quatre régions sont au-dessus de 30%. L'AURA enregistre le plus grand nombre de défauts sur 7 ans

La **Corse** dérape de plus de 50 % ce 3e trimestre, avec moins d'une centaine de procédures (82).

La région **Grand Est** a enregistré une hausse des procédures collectives de plus de 36 % en dépit d'un bon mois de juillet, que le reste de l'été n'a pu confirmer. La restauration, avec une centaine de jugements, accuse une dégradation rapide.

Les **Pays-de-la-Loire** (+34 %) sont passés franchement dans le vert en août mais cela ne permet pas d'inverser les tendances difficiles de juillet et septembre.

L'**Auvergne-Rhône-Alpes** approche 1400 défauts (+33 %), un nombre au plus haut depuis sept ans. Le second œuvre du bâtiment et le transport de marchandises sont particulièrement fragilisés.

## Les autres régions métropolitaines sous 30%

C'est le cas de la **Bourgogne-Franche-Comté** (+30 %) et du **Centre-Val-de-Loire** (+27%), légèrement en-dessous de leurs valeurs de l'été 2019. En revanche, la **Nouvelle-Aquitaine** (+27%) dépasse son niveau de défauts de l'été 2019 et approche désormais celui de 2018.

## Dans le détail des secteurs économiques, la construction tente de résister, le commerce en souffrance

Les activités à destination du consommateur toujours en difficulté



### RESTAURATION

**1207 établissements de restauration ont défailli (+21%)** au cours de ce 3e trimestre, un nombre proche de celui de l'été 2018 (1242). Cette tendance est portée par la **restauration rapide** qui signe un « record » historique avec 532 défauts (+28 %) tandis que **la restauration à table** (625) est à peine à son niveau de défaillance de l'été 2019 (634). **Les débits de boisson enregistrent une dégradation rapide (234 ; + 30 %)** mais demeurent sous le niveau de 2019 (242).



### HEBERGEMENT

L'**hébergement** se distingue remarquablement avec un recul de 13 % du nombre de défaillances (48).



### COMMERCE

Le **commerce de détail** se situe dans la moyenne globale et reste proche de son niveau 2019, à la faveur des **magasins d'habillement** qui tiennent (+26 % ; 203 vs 230 en 2019) malgré les défauts de plusieurs enseignes renommées. L'**équipement du foyer** (+23% ; 203 vs 218 en 2019) est également sous ses valeurs d'avant Covid mais la situation est tendue pour l'activité **meuble**. En revanche, le trimestre est resté compliqué pour **les magasins multi-rayons** (+26% ; 204 vs 151) notamment pour les **épiceries** (156), au plus haut depuis au moins dix ans. Le **commerce interentreprises** résiste bien (+4 % ; 421), tout particulièrement dans les matériaux de construction (-27 % ; 45).



### SERVICES AUX PARTICULIERS

Dans ce secteur, les tendances restent élevées. Les activités de **coiffure** et instituts de beauté (+38% ; 401) connaissent une sinistralité au plus haut sur dix ans. **Depuis le début de l'année, sur 9 mois glissés, on comptabilise près de 1090 défauts de coiffeurs, soit autant que sur l'ensemble de l'année 2015, qui détenait la triste place de « pire » année sur le front des défaillances pour le secteur.**

Hausse sensible des défauts dans les services B2B. Dans la construction le gros œuvre tient encore.



### CONSTRUCTION

La **construction** (+28% ; 2643) qui a longtemps résisté enregistre désormais une tendance supérieure à la moyenne globale et renoue avec les seuils pré Covid.

Le **second œuvre** (+28% ; 1360) repasse au-dessus de sa valeur 2019 (1238), en revanche, le **gros œuvre** est encore sous son référentiel d'avant Covid (758 vs 820), bien que le rythme accélère (+34%). **La construction de maisons individuelles** retrouve son niveau de l'été 2019 tandis que la **maçonnerie générale** s'en approche.

Dans les **travaux publics** (141 ; +25%) les défauts des **travaux de terrassement** sont au plus haut depuis l'été 2015. Le nombre de défaillances **d'agences immobilières** a quasiment doublé ce 3e trimestre (+98% ; 172), au plus haut depuis plus de 10 ans.



### INDUSTRIE MANUFACTURIERE / AGROALIMENTAIRE

Dans l'**industrie manufacturière** (449 ; +15%), le nombre des défaillances est proche de sa valeur du 3e trimestre 2019 (440). Des tensions se confirment dans les activités **d'imprimerie**, de **fabrication de parfums et de produits de toilette** ou de **matériel médico-chirurgical et dentaire**.

Les défaillances d'entreprises en **agroalimentaire** (+22% ; 361) se concentrent principalement dans les activités de **boulangerie-pâtisserie et pâtes** (269 ; +16 %).



## SERVICES AUX ENTREPRISES

La hausse des défaillances reste forte dans les **services aux entreprises** (1 472 ; +34 %) en particulier dans le **conseil en communication et gestion** (+51%) et le **nettoyage de bâtiments** (+41%).

Dans les **services informatiques** (+33% ; 236), la situation est particulièrement délicate dans les activités de **programmation**, qui connaissent leur plus haut niveau de défauts sur plus de 10 ans.



## TRANSPORTS

Avec 277 défaillances d'entreprises, le transport **routier de marchandises** (+20 %) présente une sinistralité jamais atteinte depuis plus de dix ans dans **l'interurbain** et au plus haut depuis 2015 pour le **fret de proximité**.



## AGRICULTURE

L'**agriculture** se distingue avec un recul des défauts (-5 %), particulièrement marqué dans **l'élevage** (-28 %).

La situation est plus délicate dans les activités de **soutien aux cultures** et la **culture de la vigne**.

### A l'issue de 2023, le prévisionnel de 55 000 défauts est encore envisageable

#### Thierry Millon conclut :

« Au moment où la préparation du budget 2024 est engagée dans les entreprises, les plus audacieux voudront tordre le cou au pessimisme ambiant et se risqueront à un scénario courageux. Toutefois, l'incertitude gagne du terrain et les indicateurs macro, longtemps restés plus robustes qu'attendus, semblent désormais rattrapés par une économie réelle déjà en alerte depuis plusieurs mois. Chaque mois, en moyenne, plus de 23 000 sociétés sont créées pour moins de 4 000 qui tombent en défaillance ; la dynamique entrepreneuriale reste donc solide. Néanmoins, l'accélération de la sinistralité des PME-ETI est à surveiller. En effet, du fait de leur taille, leurs difficultés font peser une menace plus forte sur l'emploi direct mais aussi indirect. Leurs cessations de paiement entraînent inévitablement un transfert du risque vers les fournisseurs les moins solides. Dans ce contexte de risque commercial et financier accru et de faible croissance, les directions financières vont devoir jouer les équilibristes pour parvenir à boucler un budget raisonnablement ambitieux »

Pour en savoir davantage sur comment Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur : <https://www.altares.com>

## SOMMAIRE

# Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 3<sup>e</sup> trimestre 2023

## 1. Statistiques détaillées des défaillances 3<sup>e</sup> trimestre 2023

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3<sup>e</sup> trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 100 salariés** au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2023 ,
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en régions au 3<sup>e</sup> trimestre 2023

---

## 2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

## PARTIE 1

# Statistiques détaillées des défaillances

## 3<sup>e</sup> trimestre 2023

### Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3<sup>e</sup> trimestre sur 5 ans (Les données 2022 T3 et 2023 T3 non définitives sont arrêtées au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année)

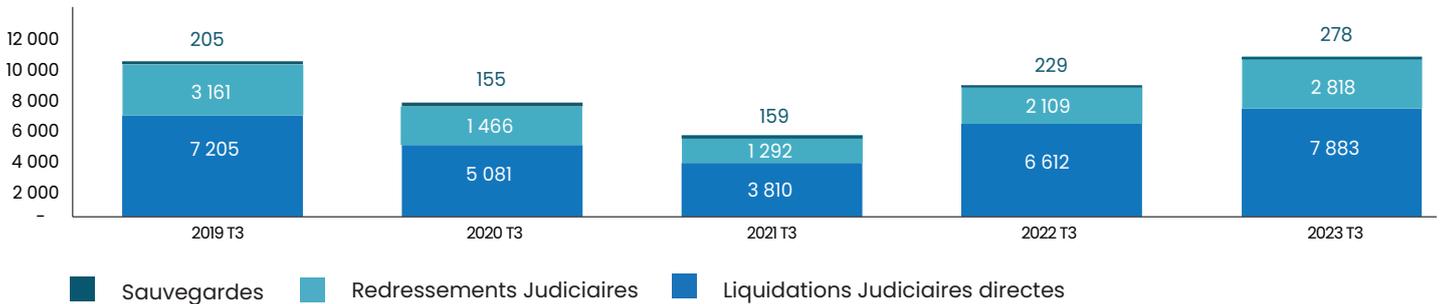
Nombre d'ouvertures	2019 T3	2020 T3	2021 T3	2022 T3	2023 T3	Évolution 2023 T3/2022 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	205	155	159	229	278	21,4%	205
Redressements Judiciaires	3 161	1 466	1 292	2 109	2 818	33,6%	2 169
Liquidations Judiciaires directes	7 205	5 081	3 860	6 612	7 883	19,2%	6 128
<b>Total défaillances</b>	<b>10571</b>	<b>6702</b>	<b>5311</b>	<b>8950</b>	<b>10979</b>	<b>22,7%</b>	<b>8 503</b>

Taux par nature de procédure	2019 T3	2020 T3	2021 T3	2022 T3	2023 T3	Évolution 2023 T3/2022 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	1,9%	2,3%	3,0%	2,6%	2,5%	0,0%	2,4%
Redressements Judiciaires	29,9%	21,9%	24,3%	23,6%	25,7%	2,1%	25,5%
Liquidations Judiciaires directes	68,2%	75,8%	72,7%	73,9%	71,8%	-2,1%	72,1%
<b>Taux procédure</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>100,0%</b>

Nombre d'emplois menacés	2019 T3	2020 T3	2021 T3	2022 T3	2023 T3	Évolution 2023 T3/2022 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	3 100	2 100	1 450	2 520	2 280	-240	2 290
Redressements Judiciaires	17 800	12 600	7 170	16 000	17 700	1 700	14 254
Liquidations Judiciaires directes	15 300	11 900	8 840	14 450	17 300	2 850	13 558
<b>Total emplois menacés</b>	<b>36 200</b>	<b>26 600</b>	<b>17 460</b>	<b>32 970</b>	<b>37 280</b>	<b>4 310</b>	<b>30 102</b>

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2019 T3	2020 T3	2021 T3	2022 T3	2023 T3	Évolution 2023 T3/2022 T3	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	15,1	13,5	9,1	11,0	8,2	-2,8	11,4
Redressements Judiciaires	5,6	8,6	5,5	7,6	6,3	-1,3	6,7
Liquidations Judiciaires directes	2,1	2,3	2,3	2,2	2,2	0,0	2,2
<b>Total emplois menacés</b>	<b>3,4</b>	<b>4,0</b>	<b>3,3</b>	<b>3,7</b>	<b>3,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>3,6</b>

## Histogramme des défaillances d'entreprises sur 5 ans



## Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2022 T3				2023 T3				Évolution 2023 T3 / 2022 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	109	1 396	5 215	6 720	144	1 755	6 062	7 961	18,5%	76,1%
3 à 5	35	275	806	1 116	43	445	1 055	1 543	38,3%	68,4%
6 à 9	16	140	278	434	36	185	355	576	32,7%	61,6%
10 à 19	37	164	238	439	28	229	305	562	28,0%	54,3%
20 à 49	23	98	65	186	21	155	92	268	44,1%	34,3%
50 à 99	4	20	5	29	2	26	11	39	34,5%	28,2%
100 et plus	5	16	5	26	4	23	3	30	15,4%	10,0%
<b>Total défaillances</b>	<b>229</b>	<b>2 109</b>	<b>6 612</b>	<b>8 950</b>	<b>278</b>	<b>2 818</b>	<b>7 883</b>	<b>10 979</b>	<b>22,7%</b>	<b>71,8%</b>

## Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2022 T3				2023 T3				Évolution 2023 T3 / 2022 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	13	220	1 045	1 278	28	300	1 356	1 684	31,8%	80,5%
3 à 5 ans	49	674	2 079	2 802	61	840	2 274	3 175	13,3%	71,6%
6 à 10 ans	61	532	1 581	2 174	69	739	2 039	2 847	31,0%	71,6%
11 à 15 ans	35	243	818	1 096	42	336	955	1 333	21,6%	71,6%
16 et plus	71	440	1 089	1 600	78	603	1 259	1 940	21,3%	64,9%
<b>Total défaillances</b>	<b>229</b>	<b>2 109</b>	<b>6 612</b>	<b>8 950</b>	<b>278</b>	<b>2 818</b>	<b>7 883</b>	<b>10 979</b>	<b>22,7%</b>	<b>71,8%</b>

## Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

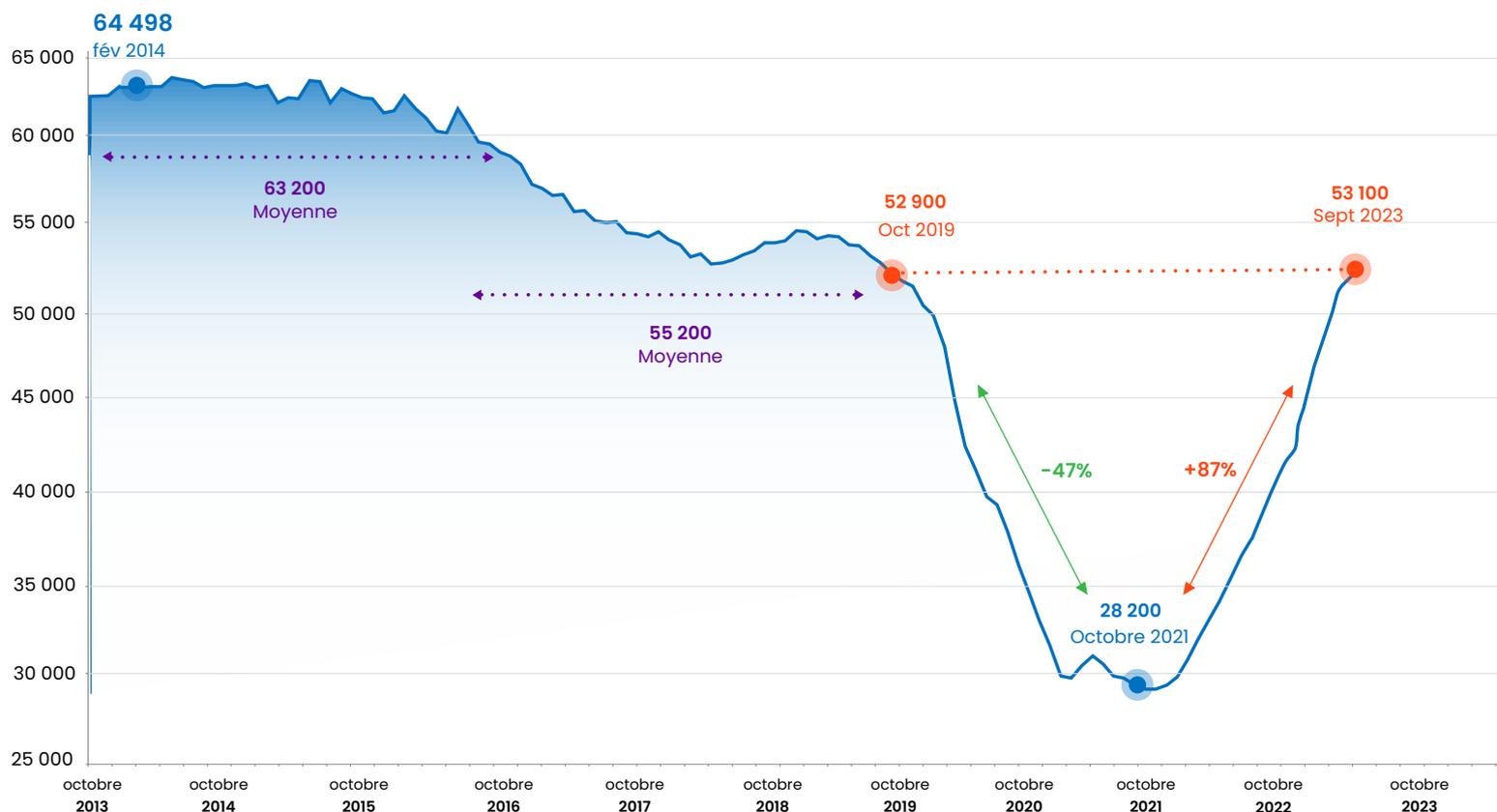
Activité	2022 T3				2023 T3				Évolution 2023 T3 / 2022 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
<b>Agriculture</b>	<b>8</b>	<b>79</b>	<b>95</b>	<b>182</b>	<b>3</b>	<b>83</b>	<b>86</b>	<b>172</b>	<b>-5,5%</b>	<b>50,0%</b>
Chasse, pêche, forêt	1	7	29	37	1	15	20	36	-2,7%	55,6%
Culture	4	35	34	73	2	43	39	84	15,1%	46,4%
Elevage	3	37	32	72		25	27	52	-27,8%	51,9%
<b>Construction</b>	<b>36</b>	<b>524</b>	<b>1512</b>	<b>2072</b>	<b>49</b>	<b>714</b>	<b>1880</b>	<b>2643</b>	<b>27,6%</b>	<b>71,1%</b>
<b>Bâtiment</b>										
Gros œuvre	3	141	422	566	4	205	549	758	33,9%	72,4%
Second œuvre	9	274	777	1060	14	366	980	1360	28,3%	72,1%
Travaux Publics	4	28	81	113	5	44	92	141	24,8%	65,2%
<b>Immobilier</b>										
Promotion immobilière	4	5	44	53	1	7	32	40	-24,5%	80,0%
Agences immobilières	1	21	65	87	6	29	137	172	97,7%	79,7%
Autres activités immobilières	15	55	123	193	19	63	90	172	-10,9%	52,3%
<b>Commerce</b>	<b>43</b>	<b>408</b>	<b>1645</b>	<b>2096</b>	<b>57</b>	<b>517</b>	<b>1836</b>	<b>2410</b>	<b>15,0%</b>	<b>76,2%</b>
<b>Commerce &amp; réparation véhicules</b>										
Commerce & réparation véhicules	7	112	311	430	10	108	329	447	4,0%	73,6%
<b>Commerce de détail</b>										
Magasins multi-rayons	4	25	133	162	8	41	155	204	25,9%	76,0%
Détail alimentaire	6	45	167	218	4	51	221	276	26,6%	80,1%
Bricolage & équipement du foyer	3	31	131	165	6	52	145	203	23,0%	71,4%
Sport & loisirs	3	16	54	73	1	24	68	93	27,4%	73,1%
Commerce d'habillement	5	24	132	161	2	39	162	203	26,1%	79,8%
Soin de la personne & optique	3	7	49	59	3	13	59	75	27,1%	78,7%
Vente hors magasin	3	40	185	228	4	49	185	238	4,4%	77,7%
Carburants & combustibles	1	1	8	10		3	9	12	20,0%	75,0%
Autres commerces de détail	1	25	158	184	6	36	196	238	29,3%	82,4%
<b>Commerce Interentreprises</b>										
Centrales d'achat	2	11	44	57	1	17	45	63	10,5%	71,4%
Alimentaire		12	50	62	2	16	52	70	12,9%	74,3%
Textile, habillement	1	2	12	15	1	6	23	30	100,0%	76,7%
Biens domestiques	1	16	49	66	1	15	43	59	-10,6%	72,9%
Equipements informatiques & électroniques	1	5	22	28	1	5	18	24	-14,3%	75,0%
Machines & équipements		12	38	50	2	12	37	51	2,0%	72,5%
Matériaux de construction, sanitaire...	1	10	51	62	2	16	27	45	-27,4%	60,0%
Autres commerces interentreprises	1	14	51	66	3	14	62	79	19,7%	78,5%
<b>Industrie</b>	<b>29</b>	<b>216</b>	<b>443</b>	<b>688</b>	<b>17</b>	<b>266</b>	<b>527</b>	<b>810</b>	<b>17,7%</b>	<b>65,1%</b>
<b>Industrie agroalimentaire</b>										
Industrie alimentaire	10	96	191	297	5	106	250	361	21,5%	69,3%
<i>Dont Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	5	76	152	233	1	71	197	269	15,5%	73,2%
<b>Industrie manufacturière</b>										
Textile, habillement, cuir		8	23	31		8	26	34	9,7%	76,5%
Bois, matériaux de construction	1	12	21	34		17	20	37	8,8%	54,1%
Imprimerie	2	11	26	39	1	14	35	50	28,2%	70,0%
Métallurgie, mécanique	6	25	34	65	5	32	41	78	20,0%	52,6%
Energie, Eau, Environnement	2	4	15	21	1	14	18	33	57,1%	54,5%
Réparation, maintenance	1	20	53	74	1	16	53	70	-5,4%	75,7%
Autres industries manufacturières	7	40	80	127	4	59	84	147	15,7%	57,1%

## Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2022 T3				2023 T3				Évolution 2023 T3 /2022 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
<b>Information &amp; communication</b>	<b>8</b>	<b>53</b>	<b>190</b>	<b>251</b>	<b>15</b>	<b>76</b>	<b>250</b>	<b>341</b>	<b>35,9%</b>	<b>73,3%</b>
Services informatiques & édition de logiciels	8	38	131	177	6	54	176	236	33,3%	74,6%
Autres activités information & communication		15	59	74	9	22	74	105	41,9%	70,5%
<b>Transport &amp; logistique</b>	<b>3</b>	<b>83</b>	<b>291</b>	<b>377</b>	<b>3</b>	<b>115</b>	<b>319</b>	<b>437</b>	<b>15,9%</b>	<b>73,0%</b>
Transport routier de marchandises	3	48	179	230	2	72	203	277	20,4%	73,3%
Autres activités de transport		9	33	42		16	34	50	19,0%	68,0%
Transport routier de voyageurs		26	79	105	1	27	82	110	4,8%	74,5%
<b>Activités d'assurance et financières</b>	<b>5</b>	<b>20</b>	<b>62</b>	<b>87</b>	<b>8</b>	<b>33</b>	<b>87</b>	<b>128</b>	<b>47,1%</b>	<b>68,0%</b>
Activités financières	4	17	46	67	8	29	68	105	56,7%	64,8%
Activités d'assurance	1	3	16	20		4	19	23	15,0%	82,6%
<b>Services aux entreprises</b>	<b>38</b>	<b>273</b>	<b>791</b>	<b>1102</b>	<b>66</b>	<b>375</b>	<b>1031</b>	<b>1472</b>	<b>33,6%</b>	<b>70,0%</b>
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	8	39	146	193	10	60	194	264	36,8%	73,5%
Conseil en communication et gestion	2	26	128	156	13	41	181	235	50,6%	77,0%
Services d'architecture et d'ingénierie	5	49	134	188	12	50	143	205	9,0%	69,8%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	17	49	86	152	24	78	114	216	42,1%	52,8%
Autres services administratifs aux entreprises	4	70	173	247	6	92	228	326	32,0%	69,9%
Sécurité		11	45	56		15	56	71	26,8%	78,9%
Nettoyage de bâtiments	2	29	79	110	1	39	115	155	40,9%	74,2%
<b>Services aux particuliers</b>	<b>3</b>	<b>74</b>	<b>326</b>	<b>403</b>	<b>8</b>	<b>100</b>	<b>438</b>	<b>546</b>	<b>35,5%</b>	<b>80,2%</b>
Activités de réparation		8	33	41		9	35	44	7,3%	79,5%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	3	58	230	291	7	82	312	401	37,8%	77,8%
Autres services à la personne		8	63	71	1	9	91	101	42,3%	90,1%
<b>Hébergement, restauration, débits de boissons</b>	<b>33</b>	<b>280</b>	<b>920</b>	<b>1233</b>	<b>38</b>	<b>392</b>	<b>1059</b>	<b>1489</b>	<b>20,8%</b>	<b>71,1%</b>
Hébergement	7	13	35	55		18	30	48	-12,7%	62,5%
Restauration	21	227	750	998	30	312	865	1207	20,9%	71,7%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	<i>13</i>	<i>129</i>	<i>404</i>	<i>546</i>	<i>16</i>	<i>162</i>	<i>447</i>	<i>625</i>	<i>14,5%</i>	<i>71,5%</i>
<i>Dont Restauration rapide</i>	<i>8</i>	<i>90</i>	<i>319</i>	<i>417</i>	<i>13</i>	<i>138</i>	<i>381</i>	<i>532</i>	<i>27,6%</i>	<i>71,6%</i>
Débits de boissons	5	40	135	180	8	62	164	234	30,0%	70,1%
<b>Autres activités</b>	<b>23</b>	<b>99</b>	<b>337</b>	<b>459</b>	<b>14</b>	<b>147</b>	<b>370</b>	<b>531</b>	<b>15,7%</b>	<b>69,7%</b>
Santé humaine & action sociale	2	23	70	95	6	57	75	138	45,3%	54,3%
Activités récréatives	12	41	134	187	3	36	124	163	-12,8%	76,1%
Enseignement	6	26	98	130	4	36	135	175	34,6%	77,1%
Autres activités	3	9	35	47	1	18	36	55	17,0%	65,5%
<b>Total défaillances</b>	<b>229</b>	<b>2 109</b>	<b>6 612</b>	<b>8 950</b>	<b>278</b>	<b>2 818</b>	<b>7 883</b>	<b>10 979</b>	<b>22,7%</b>	<b>71,8%</b>

# Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

(Données 12 mois glissants - octobre 2013 à octobre 2023)



Êtes-vous certains que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz+  
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

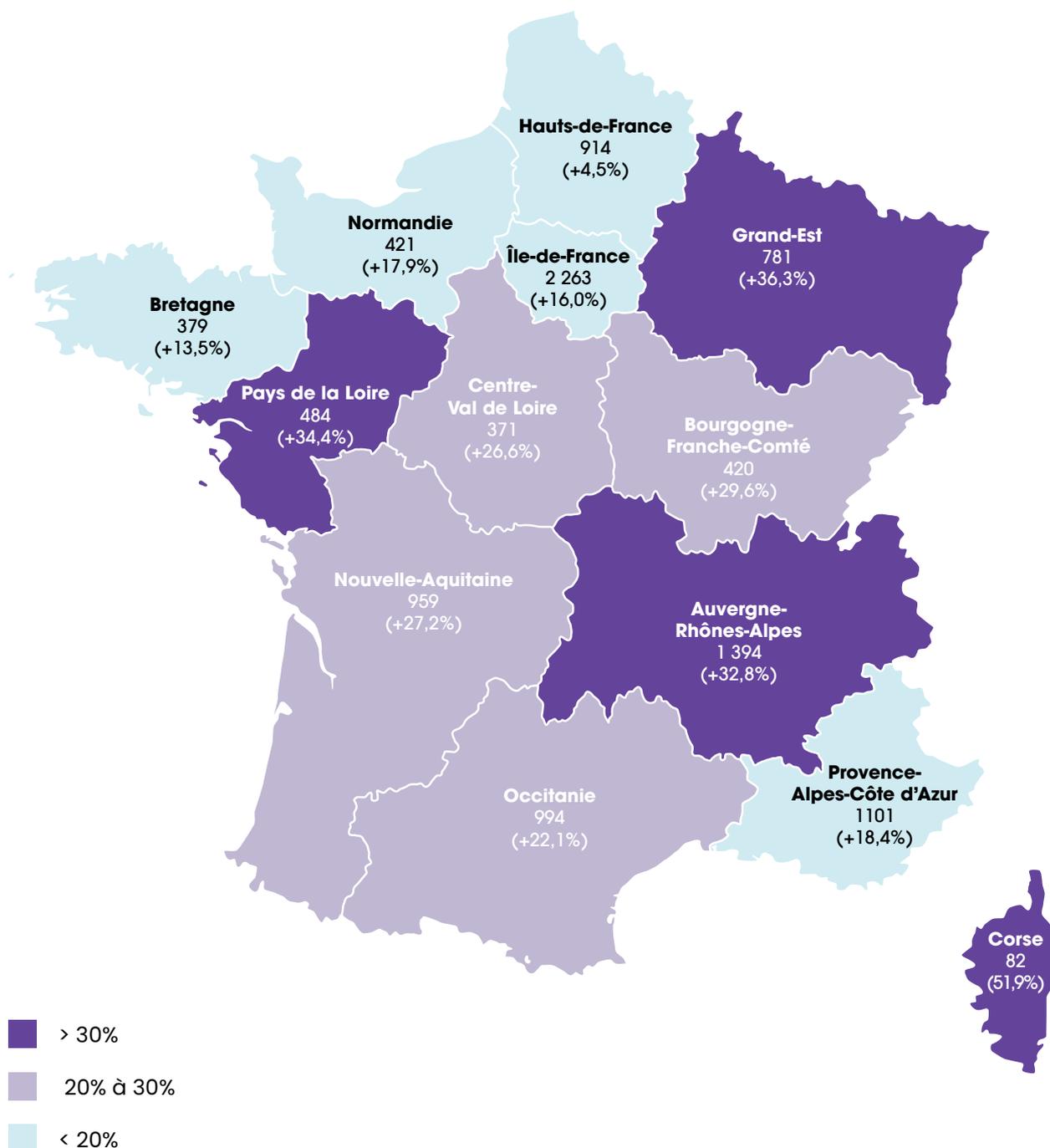
Prenez vos décisions en toute confiance et développez votre activité sereinement.

En savoir plus

## Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2022 T3				2023 T3				Évolution 2023 T3 / 2022 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	35	217	798	1 050	43	300	1 051	1 394	32,8%	75,4%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	9	84	231	324	5	137	278	420	29,6%	66,2%
BRETAGNE	5	71	258	334	7	104	268	379	13,5%	70,7%
CENTRE-VAL DE LOIRE	4	90	199	293	12	118	241	371	26,6%	65,0%
CORSE	1	12	41	54	1	25	56	82	51,9%	68,3%
GRAND EST	19	161	393	573	6	195	580	781	36,3%	74,3%
HAUTS-DE-FRANCE	18	210	647	875	18	236	660	914	4,5%	72,2%
ILE-DE-FRANCE	32	383	1 536	1 951	42	399	1 822	2 263	16,0%	80,5%
NORMANDIE	10	79	268	357	13	106	302	421	17,9%	71,7%
NOUVELLE-AQUITAINE	36	192	526	754	30	252	677	959	27,2%	70,6%
OCCITANIE	20	197	597	814	28	286	680	994	22,1%	68,4%
PAYS DE LA LOIRE	10	71	279	360	12	122	350	484	34,4%	72,3%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	22	255	653	930	31	411	659	1 101	18,4%	59,9%
AUTRES OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	8	87	186	281	30	127	259	416	48,0%	62,3%
<b>Total défaillances</b>	229	2 109	6 612	8 950	278	2 818	7 883	10 979	22,7%	71,8%

# Carte d'évolution des défaillances par région au 3<sup>e</sup> trimestre 2023



## Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 100 salariés au 3<sup>e</sup> trimestre 2023

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN PUBLIE	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
<b>YANG TECHNOLOGY SAS (distributeur marque) Oppo)</b>	Commerce interentreprises d'équipements de télécommunication	4652Z	92	<b>69</b>	272,7	2021	Liquidation judiciaire	Août
<b>OXYLIO</b>	Commerce de véhicules automobiles	4511Z	34	<b>134</b>	102,4	2021	Procédure de sauvegarde	Septembre
<b>MINELLI SAS</b>	Commerce de détail de la chaussure	4772A	13	<b>669</b>	84,0	2022	Redressement judiciaire	Septembre
<b>EUGENE-PERMA France (Pétrole Hahn)</b>	Commerce interentreprises de parfumerie et produits de beauté	4645Z	92	<b>112</b>	78,1	2021	Redressement judiciaire	Août
<b>LUCIEN GEORGELIN</b>	Confiturier	1039B	47	<b>232</b>	70,8	2021	Redressement judiciaire	Juillet
<b>NEW NAF NAF</b>	Commerce de détail d'habillement	4771Z	93	<b>797</b>	67,3	2020	Redressement judiciaire	Septembre
<b>BURTON</b>	Commerce de détail d'habillement	4771Z	75	<b>595</b>	52,6	2020	Conversion de la procédure de sauvegarde en redressement judiciaire	Juillet
<b>OPEN ENERGIE</b>	Installateur de panneaux photovoltaïques	7112B	75	<b>22</b>	46,9	2020	Liquidation judiciaire	Août
<b>OTI FRANCE SERVICES</b>	Distribution et mesure de l'énergie	8299Z	63	<b>785</b>	36,5	2021	Redressement Judiciaire	Juillet
<b>CAIRE - COMPAGNIE AERIENNE INTER REGIONALE EXPRESS (Air Guyane Express)</b>	Transports aériens de passagers	5110Z	971	<b>197</b>	32,6	2021	Liquidation judiciaire	Août
<b>SOPACEL</b>	Commerce interentreprises de viandes de boucherie	4632A	69	<b>22</b>	28,8	2021	Redressement Judiciaire	Août
<b>ZF-PWK MECACENTRE</b>	Equipementier automobile	2932Z	42	<b>211</b>	27,9	2021	Redressement Judiciaire	Juillet
<b>PORTAGEO</b>	Portage Salarial	8299Z	31	<b>237</b>	27,5	2021	Procédure de sauvegarde	Août
<b>ALRIC</b>	Construction d'autres bâtiments	4120B	91	<b>63</b>	23,0	2022	Redressement Judiciaire	Juillet
<b>MAISON DE LA LITERIE INDUSTRIES</b>	Fabrication de matelas	3103Z	71	<b>45</b>	23,6	2020	Redressement Judiciaire	Juillet
<b>FEDOSAD FEDERATION DES ETABLISSEMENTS DACCUEIL ET</b>	Aide à domicile	8810A	21	<b>530</b>	23,2	2020	Redressement judiciaire	Septembre

## Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 100 salariés au 3<sup>e</sup> trimestre 2023

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN PUBLIE	PROCEDURE OUVERTE	MOIS PROCEDURE
LOCX	Import-export	4690Z	69	3	22,5	2021	Liquidation judiciaire	Août
ENTREPRISE CARRE	Métallerie et menuiserie aluminium	4332B	31	95	21,7	2021	Redressement judiciaire	Septembre
DMVIP	Activités des marchands de biens immobiliers	6810Z	92	10	21,4	2021	Procédure de sauvegarde	Août
GRUPE SEBBIN	Fabricant d'implants en silicone pour la chirurgie esthétique et reconstructrice	3250A	95	141	21,0	2021	Redressement judiciaire	Juillet
SECAN SOCIETE ETUDES CONSTRUCTIONS	Construction aéronautique et spatiale	3030Z	92	153	20,7	2022	Procédure de sauvegarde accélérée	Août
SITEK INSULATION	Fabrication de panneaux isolants	2399Z	67	118	20,0	2022	Redressement judiciaire	Juillet
MDSA (BAYARD)	Commerce de détail d'habillement	4771Z	21	140	14,6	2022	Redressement judiciaire	Juillet
HABITAT PRO SOLUTIONS	Rénovation énergétique et amélioration de l'habitat	4329A	85	121	13,9	2022	Redressement judiciaire	Septembre
GSG TRANSPORT EXPRESS	Transports routiers de fret interurbains	4941A	93	294	13,3	2022	Redressement judiciaire	Septembre
BIOSERENITY FRANCE	MedTech - dispositifs médicaux connectés	6201Z	75	159	10,6	2020	Redressement judiciaire	Août
SARL NETTOYAGE INSULAIRE	Nettoyage courant des bâtiments	8121Z	2B	230	6,6	2020	Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire	Juillet
ORGAPLAN & SERVICES ASSOCIES	Activité des économistes de la construction	7490A	92	143	6,6	2021	Liquidation judiciaire	Juillet

## ANNEXES

# Note méthodologique

### Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation).

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

*A retenir : une défaillance = une ouverture.*

### Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

*A retenir : une défaillance = un Siren.*

### Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

*A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistrée.*

### Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

*A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.*

### Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 3 janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

*A retenir : les activités sont définies par le code NAF.*

### Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

*A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.*

# Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
<b>AGRICULTURE</b>	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 et 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
<b>CONSTRUCTION</b>	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
<b>COMMERCE</b>	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
<b>INDUSTRIE</b>	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
<b>INFORMATION &amp; COMMUNICATION</b>	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 et 59 à 61 et 62 à 6312 et 6391 et 6399
<b>TRANSPORT &amp; LOGISTIQUE</b>	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
<b>ACTIVITES FINANCIERES &amp; D'ASSURANCE</b>	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 et 9604
Autres services à la personne	9601B et 9603Z et 9609 à 98
<b>HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS</b>	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
<b>AUTRES ACTIVITES</b>	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter  
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

# L'analyse trimestrielle

A propos d'Altares



---

## Altares

**52/58 avenue Jean Jaurès**  
92700 Colombes  
contact@altares.com  
Tél : 01 41 37 50 00

## Directeur des études

**Thierry Millon**  
Thierry.Millon@altares.com  
Tel : 04 72 65 15 51

---

## Relations presse

**Urielle Dutartre**  
urielle.dutartre@coriolink.com  
06 62 82 71 62

**Annabelle Lehuidoux**  
annabelle.lehuidoux@coriolink.com  
06 99 59 54 71

---

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 500 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Altares propose depuis début 2005 deux types d'analyses liées aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

**Pour chacun de ces thèmes, Altares publie une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.**

Part of Dun & Bradstreet's  
Worldwide Network

### Paris

Campus Equilibre  
Immeuble Le Yard  
58 avenue Jean Jaurès  
92700 Colombes  
France  
+33 (0)1 41 37 50 00

[www.altares.com](http://www.altares.com)

### Bruxelles

Pontbeekstraat 4  
1702 Dilbeek  
Belgique  
+32 (0)2 481 83 00

[www.altares.be](http://www.altares.be)

[www.altares.lu](http://www.altares.lu)

### Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1094  
3072 MD Rotterdam  
Pays-Bas  
+ 31 (0)10 710 95 60

[www.altares.nl](http://www.altares.nl)

---

#### Altares-D&B,

Campus Equilibre, Immeuble Le Yard, 52/58 av Jean Jaurès, 92700 Colombes | Tél. : 01 41 37 50 00 |  
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |  
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 275454064 | Email : [contact@altares.com](mailto:contact@altares.com) | [www.altares.com](http://www.altares.com)